

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 88 **Septembre 2011**
(9^{ème} année)

Pour sortir de la crise : plus d'Europe, plus de démocratie

En septembre 2008, après la faillite de Lehmann Brothers, les Etats intervenaient massivement pour relancer l'économie, le G20 et notre Tête-à-Claques national juraient de réguler le système financier, de liquider les paradis fiscaux , de faire la chasse aux « bonus » indécents, bref, de « moraliser le capitalisme ».

Mais en 2011, les bonus des traders sont toujours aussi flamboyants, les paradis fiscaux sont toujours là, le capitalisme est toujours plus immoral. Les Etats en sont réduits à abandonner des pans entiers de leur souveraineté, et à faire la course à toujours plus d'austérité, pour ne pas subir les foudres des « marchés ». La Grèce est invitée à brader tous ses services publics. On a même osé lui suggérer de vendre ses îles ! Il est bien question que l'Islande vende une partie de son territoire à un industriel chinois !... Va -t-on vers un monde où une toute petite poignée de nantis s'arrogeraient tous les pouvoirs ?

Le mal vient de loin : c'est paradoxalement au moment où l'on a le plus besoin d'Etats forts que ceux-ci s'aperçoivent qu'ils ont de moins en moins de moyens d'intervenir. Et pour cause : ils se sont eux -mêmes , pendant ces trente dernières années, amputés progressivement des différents moyens d'action et de régulation qui leur permettaient d'assurer leurs fonctions économiques, sociales et politiques. *(Antoine Reverchon, Le Monde, 13 septembre).*

La solution serait-elle dans un repli national ? Sortir la Grèce de l'euro ? Puis le Portugal, l'Espagne, l'Italie, l'Irlande ? Que la Belgique éclate en deux parties ? Que la « Padanie » se sépare de l'Italie du Sud ? On voit bien que le « chacun pour soi » conduit à l'éclatement et à l'impuissance...

C'était certainement une erreur de construire l'Union Européenne avec des pays aux niveaux de vie si dissemblables, sans se doter des moyens de faire converger progressivement les économies et les systèmes sociaux, et sans y insuffler plus de démocratie.

C'est en effet de plus de solidarité, de plus de démocratie que nous avons

besoin. Redonner le pouvoir aux peuples, nationaliser les banques, mettre l'économie au service des pays, et non de l'oligarchie financière. Défendre contre cette dernière les Etats les plus faibles de l'Union européenne, et les plus faibles de ses citoyens, premières victimes de l'austérité imposée.

Bonnes nouvelles

Les boissons sucrées seront taxées en France début 2012, à 3,6 centimes d'euro par litre. Le gouvernement veut « renchérir le prix des boissons sucrées, dont une consommation non maîtrisée favorise la prise de poids, afin d'inciter les consommateurs à réduire leur consommation ». (*Le Monde*, 27 août) .

[à noter cependant, sur ce sujet, que les lobbies des pays riches s'opposent à des recommandations contraignantes sur la lutte contre les maladies non transmissibles, telles que les affections cardio-vasculaires, le cancer, les maladies respiratoires chroniques et le diabète. En 2020, elles tueront quatre fois plus que les maladies infectieuses dans le tiers-monde. Pourtant, elles ne mobilisent que 3 % de l'aide mondiale dans le secteur de la santé.

A l'Onu, le « G77 », qui regroupe les pays en développement dont l'Inde, la Chine, le Kenya et le Brésil, défend la réduction de la teneur en graisses saturées, en sel et en sucre des aliments préparés. Les États-Unis, le Canada, l'Australie et l'Union Européenne s'y opposent. (*Le Monde*, 27 août)].

/ La diminution de l'espérance de vie en bonne santé, constatée dans plusieurs pays européens, est une conséquence de cette épidémie de maladies chroniques, note André Cicolella, président du Réseau environnement santé. Elle pourrait annoncer une décroissance de l'espérance de vie tout court, comme semblent le montrer les dernières statistiques américaines. Au moment où tous les pays décident de reculer l'âge de la retraite, il s'agit là d'un fait majeur, qui aurait dû être pris en compte. Le surcroît de dépenses médicales suscitées par ces maladies est d'un montant comparable au déficit actuel de l'assurance maladie. La crise de la Sécu est donc en grande partie une crise sanitaire. (*Alternatives économiques*, septembre)]

Sida : l'espoir de nouveaux médicaments pour le Sud. Le premier fabricant mondial d'antirétroviraux Gilead signe un accord avec Unitaid sur l'utilisation de ses brevets. L'engagement de Gilead Sciences devrait marquer un tournant dans les pays en développement en rendant disponibles plus rapidement les progrès thérapeutiques. Déjà, grâce à une mobilisation internationale spectaculaire, 6,6 millions de personnes infectées par le VIH recevaient des médicaments antirétroviraux dans les pays en développement fin 2010, soit 20 fois plus qu'au début de la décennie. Les institutions internationales estiment cependant que 10 millions d'autres malades sont en attente de soin. (*Le Monde*, 13 juillet).

Union européenne : avions et bateaux devront réduire leurs rejets de CO2. Au 1^{er} janvier 2012, les compagnies aériennes dont les avions décollent ou atterrissent en Europe (les 27 pays de l'UE plus l'Islande, le Lichtenstein et la Norvège) se verront attribuer un « permis de polluer » au même titre que les industries chimiques pétrolières ou les transports terrestres. L'aviation civile résiste et cherche au moins à faire reporter l'échéance. Le transport maritime, lui, pourrait être soumis à une taxe. (*Le Monde*, 31 août) [Cette notion de « permis de polluer » ou de « droit à polluer » a quelque chose de choquant. Et le « marché du carbone » connaît des disfonctionnements. La Roumanie vient d'être suspendue pour « irrégularités »... Ne pourrait-on pas imaginer des mécanismes plus simples et plus efficaces pour inciter à réduire notre production de CO2 ? JPA]

Le gouvernement australien s'apprête à introduire une taxe carbone. Le prix pourrait être fixé à 23 dollars (17,3 €) par tonne de gaz à effet de serre produite. Cet impôt touchera les 500 entreprises les plus polluantes. L'Australie est un des pays qui produit le plus de CO₂ par habitant, car le charbon est la source de près des 3/4 de l'électricité. (*Le Monde*, 10-11 juillet).

Une caissière fait plier Carrefour. Le tribunal des prud'hommes de Tours lui a donné raison. Gaëlle Allégret avait engagé un recours pour non respect de la législation sur le calcul du Smic. Carrefour décompte en effet du temps de travail le temps de pause des caissières, ce qui aboutirait à un salaire inférieur au smic. Carrefour a été condamné à lui verser 680,93 €, une compensation symbolique (elle en réclamait 5 fois plus). (*Le Monde*, 1/9, <http://saintpierredescorps.blog.lemonde.fr>).

... et une salariée a obtenu gain de cause contre Pôle emploi. Elle a obtenu 19 000 € et son emploi a été requalifié en CDI. Le juge lui a donné raison en concluant que « la relation de travail est entachée depuis l'origine d'une série d'irrégularités cumulées », et que « les arguments selon lesquels l'embauche en CDD résulterait d'un surcroît temporaire d'activité ne sont étayés par aucun élément concret ». A la fin 2010, il y avait chez Pôle emploi 3 469 personnes en CDD. Nombreuses sont celles qui ne devraient pas se retrouver sous un statut précaire, estime le secrétaire général de la CFDT emploi. (*Le monde*, 28 juillet).

Changement climatique

95 500 autos de plus en circulation chaque jour dans le monde. Le cap d'un milliard de voitures a été franchi en 2010. Le marché chinois contribue pour près de la moitié à la croissance du secteur. Et ce n'est pas près de finir : seul un Chinois sur 17 possède actuellement une voiture, soit à peine la moitié de la moyenne mondiale, et bien moins qu'aux États-Unis, où on compte 1 véhicule pour 1, 3 habitant. (*Le Monde*, 28-29 août).

Les sécheresses qui nous attendent. A voir dans *Alternatives économiques* (septembre) des cartes montrant comment la sécheresse va progresser, en 2020, 2050, 2080, en France, selon les saisons : sécheresse extrême toute l'année sur une grande partie du territoire (à l'exception, curieusement, du pourtour méditerranéen). Saisissant ! Les cartes ont été réalisées par Météo France et le CNRS. www.cnrn-game.fr/spip.php?article 605

Energie

Eoliennes pour particuliers. La première éolienne domestique de toit destinée aux particuliers a été commercialisée à l'été 2010. Conçue pour s'adapter à toutes les toitures, la structure de cette éolienne est particulièrement adaptée aux maisons individuelles. Dans certaines régions, un module de 1,30 m de côté peut fournir entre 500 et 2500 kW. Selon les concepteurs du système, l'énergie produite par un module est capable de couvrir de 8 à 20 % des besoins domestiques, chauffage inclus (*La Voix de l'ANR, juillet*).

Londres arrête la fabrication de combustible Mox. Le Mox (combustible nucléaire dans lequel sont mélangés de l'uranium et du plutonium ; il permet d'utiliser le plutonium issu du retraitement des combustibles usés) produit à Sellafield n'était pas utilisé en Angleterre, mais au Japon et en Allemagne. Or, celle-ci a programmé sa sortie du nucléaire, et la compagnie nipponne d'électricité Chubu a décidé de repousser à une date ultérieure l'usage de Mox. Greenpeace a demandé l'arrêt de l'usine Melox de Marcoule (Gard) qui est la dernière à produire du Mox. (*Le Monde, 5 août*).

Le projet Iter est encore retardé par les conséquences du tsunami japonais. Le centre de recherche japonais sur la fusion a en effet subi d'importants dommages. La première expérience sur le site provençal de Cadarache ne pourrait avoir lieu avant 2020. L'enveloppe de construction de l'installation est passée de 5,8 milliards d'euros en 2001 à près de 16 milliards aujourd'hui. (*Le Monde, 18 juin*) [Ne serait-il pas urgent d'arrêter les frais ?].

Démondialisation

A lire, un très intéressant article de Frédéric Lordon dans *Le Monde diplomatique* (août) sur « la démondialisation et ses ennemis. Comment rompre avec le libre-échange ? ». Extraits.

[Dénonçant « le filandreuse concept de *gouvernance* » et le propos de Daniel Cohen : « le problème central est celui de la gouvernance mondiale »] : « Non ! le problème central est celui de la constitution d'entités politiques authentiquement souveraines, seules à même d'être dotées de la force capable de s'opposer à la force du capital ».

[Que faut-il entendre par « mondialisation ?]

« La concurrence non faussée entre économies à standards salariaux abyssalement différents ; la menace permanente de délocalisation ; la contrainte actionnariale exigeant des rentabilités financières sans limites, telles que leur combinaison opère une compression constante des revenus salariaux ; le développement de l'endettement chronique des ménages qui s'ensuit ; l'absolue licence de la finance de déployer ses opérations spéculatives déstabilisatrices, le cas échéant à partir des dettes portées par les ménages (comme dans le cas des *subprime*) ; la prise en otage des pouvoirs publics sommés de venir au secours des institutions financières déconfites par les crises récurrentes ; le portage du coût macroéconomique de ces crises par les chômeurs, de leur coût pour les finances publiques par les contribuables, les usagers ; la dépossession des citoyens de toute emprise sur la politique économique, désormais réglée d'après les seuls desiderata des créanciers internationaux et quoi qu'il en coûte aux corps sociaux ; la remise de la politique monétaire à une institution indépendante hors de tout contrôle politique : c'est tout cela qu'on pourrait, par une convention de langage peu exigeante, décider de nommer mondialisation.

D'où suit que se dire favorable à la démondialisation n'est pas autre chose que déclarer ne plus vouloir de ça !

OGM : Un maïs OGM Monsanto mis en échec par un coléoptère mutant. La chrysomèle est devenue insensible à une toxine produite par le maïs génétiquement modifié. Il aura donc fallu seulement six années de cultures OGM à cet insecte pour mettre en déroute les armes biologiques mises au point par Monsanto. [*Ceci montre combien est risquée la stratégie consistant à généraliser l'usage des OGM. Il faut au contraire développer la biodiversité, pour mieux résister aux parasites*].

Le même insecte est apparu pour la première fois à Belgrade en 1992, et en France dans les aéroports parisiens en 2002. En Europe centrale, les dégâts qu'il occasionne peuvent aggraver considérablement les pertes de rendement dues au stress météorologique. En Alsace et en Rhône-Alpes, il est installé durablement. (*Le Monde, 1er septembre*).

Monde

11 septembre. « Si on considère les attaques du 11 septembre comme une épreuve, force est malheureusement de constater que **les Etats-Unis ont échoué**. La peur suscitée par un petit groupe de terroristes a donné lieu à une série de décisions catastrophiques, dépassant largement les dommages occasionnés par les attentats : deux guerres inutiles ; un gâchis monumental de ressources qui auraient pu servir à protéger notre planète ou à éduquer nos enfants ; des centaines de milliers de morts et de blessés ; des millions de personnes déplacées ; une désastreuse érosion des droits civils aux Etats-Unis ; le recours à la torture et aux interrogatoires donnant finalement carte blanche à d'autres régimes pour littéralement piétiner les droits de l'homme ; et, enfin, le renforcement d'un Etat sécuritaire déjà surdéveloppé et fondé sur la culture du mensonge, de l'espionnage et de l'angoisse. » (*Ariel Dorfman, écrivain chilien, dans The Nation, New York – Courrier international du 8 septembre*).

Ariel Dorfman fait le parallèle avec « le 11 septembre 1973, au Chili. Les forces armées [avec le soutien des Etats –Unis... rappel JPA] venaient de bombarder le palais présidentiel de Santiago, lançant ainsi la première phase du coup d'Etat contre un président démocratiquement élu, Salvador Allende. (...) Le Chili aurait pu, lui aussi répondre à la violence par la violence. Et pourtant, le peuple chilien et les chefs de la résistance ont décidé de chasser le général Pinochet de manière

non violente, en reprenant le pays qui leur avait été volé pas à pas, organisation par organisation, jusqu'à finalement battre le dictateur lors du référendum du 5 octobre 1988 qu'il pensait gagner. »

Ariel Dorfman évoque enfin « un autre 11 septembre, celui de 1906, quand, dans l'Empire Theatre de Johannesburg, Gandhi a appelé des milliers d'Indiens à résister de manière pacifique contre un décret injuste et discriminatoire »...

Nafissatou Diallo - DSK ou les fractures du monde. Si le sexe et la politique constituent à l'évidence les ingrédients de base de l'« affaire DSK », son scénario peut aussi se lire comme une formidable parabole sur la béance du fossé Nord-Sud et les déchirements liés à l'immigration. Le patron d'une institution parfois accusée d'imposer d'humiliantes contraintes financières au tiers-monde est accusé de viol par une africaine émigrée. Ce que les Occidentaux perçoivent comme une fascinante intrigue politico-judiciaire est vu par beaucoup d'Africains aussi comme le symbole de l'affrontement entre ceux qui mènent le monde et ceux qui sont soumis à leur loi (...). Les probables mensonges de l'émigrante Nafissatou Diallo, considérés en Occident comme des infractions aux lois sur l'immigration, paraissent relever de la stricte nécessité aux yeux des masses africaines qui rêvent de fuir. (*Philippe Bernard, Le Monde, 27 juillet*).

[Cette affaire est aussi l'occasion de méditer sur les différences entre le système judiciaire français et le système américain –vers lequel Tête-à-Claques voudrait nous conduire. Aux Etats-Unis, le procureur est élu. Pour condamner, la décision doit être prise à l'unanimité par un jury. En raison des mensonges de la plaignante, le procureur a recommandé l'abandon des poursuites. Mais la justice américaine n'a pas cherché, à connaître la vérité. L'éventuel préjudice subi par le plaignant sera traité au civil, par des tractations financières. Comme si tout pouvait se ramener à des questions d'argent.

DSK a-t-il été « blanchi » ? Ce qui s'est passé entre l'accusé et la plaignante a été terminé en sept à neuf minutes. L'ADN de DSK a été trouvé sur le col de l'uniforme de la plaignante, et sur sa taille, ainsi que sur la moquette. (Le Monde, 24 août). Peut-on croire qu'il s'agissait d'un rapport consenti ? La plaignante serait-elle tombée sous le charme de DSK ? Ou aurait-elle monnayé sa relation ? A-t-on trouvé trace de paiement ? Et que penser de ceci : un des proches de Mme Diallo a, selon ses avocats, été contacté par un des adjoints au maire de Sarcelles - proche de DSK-, qui a demandé « qu'est-ce qu'il faut pour qu'elle la boucle ? combien ? » (infos reprises du Monde des 24 et 25 août)]

Bonnet d'âne pour le FMI. « Recherche institutionnellement orientée », « biais idéologiques », « autocensure », « conclusions préconçues », « faible diversité d'approches théoriques et, plus encore, empiriques », « étroitesse de vues », « cadre analytique inapproprié aux réalités des pays étudiés », l'enquête interne du Bureau indépendant d'évaluation du FMI (publiée en mai dans l'indifférence générale) jette une lumière crue sur la « science » économique dont se prévalent les directeurs généraux successifs pour administrer urbi et orbi des leçons de bonne conduite.

Déjà, en janvier, cruels, les rapporteurs avaient rappelé que « le FMI a mis en exergue les avantages de la titrisation », et cité un rapport sur les Etats-Unis publié en 2007, quelques mois avant l'effondrement de Lehman Brothers et le collapsus du système bancaire occidental : « les banques commerciales et d'investissements proprement dites sont foncièrement en bonne situation financière et les risques systémiques semblent faibles »...Devant une telle clairvoyance, on s'incline. (*Pierre Rimbart, Le Monde diplomatique, août*).

[Allant dans le même sens, Sylvie Kauffmann, dans Le Monde des 20-21 juin, écrivait : « les cerveaux de Chicago, du MIT et de Dauphine ont-ils vu venir la catastrophe de 2008 ? L'économiste Michel Camdessus, qui dirigea le FMI de 1987 à 2000, a-t-il pu éviter les erreurs de la crise asiatique de 1997-1998 ? » Quant à Christine Lagarde, « elle a, certes, été ministre de l'économie pendant quatre ans, une longévité remarquable en France, mais n'a articulé à ce poste aucune vision personnelle de politique économique. Trop respectueuse de la tutelle de l'Élysée, elle n'a pas marqué son mandat par des orientations stratégiques qui lui soient propres...]

Chine : le règne de l'arbitraire. L'artiste et dissident chinois Ai Wei Wei dénonce le système judiciaire et « les milliers d'endroits cachés où ils mettent les gens sans identité, sans nom, juste avec un numéro ». « La pire chose à Pékin, c'est que vous ne pouvez jamais avoir confiance dans la justice ; sans confiance, il n'y a plus aucun repère, c'est comme une tempête de sable ». Il évoque sa propre expérience de détenu. Il n'a jamais été informé des charges retenues contre lui. C'est le régime de l'arbitraire qui prévaut. « Vous êtes dans un état d'isolement total, vous ne savez pas pour combien de temps vous êtes là. Et vous n'avez aucun doute sur le fait qu'ils peuvent vous faire ce qu'ils veulent. Vous perdez la notion du temps. Vous devenez fou. » (*Le Monde, 31 août*).

Chine : dans ses usines chinoises, le géant Foxconn va remplacer des ouvriers par des robots. Le sous-traitant taïwanais d'Apple cherche à réduire des coûts salariaux en forte augmentation (de 97€ par mois en mai 2010 à 217 € aujourd'hui) . Il prévoit d'installer 300 000 machines en 2012 et un million en trois ans pour remplacer 500 000 employés. (*Le Monde, 3 août*).

Pas de vacances pour l'Amérique. Les Américains ont inventé le week-end mais ils prennent peu de vacances, 13 jours par an en moyenne, ce qui les classe parmi les champions du monde du stakhanovisme (mais pas de la productivité). Ils ont souvent droit à quelques jours de plus, en cas de maladie. Près de la moitié des habitants ne prennent pas l'ensemble des jours auxquels ils ont droit. Et seuls 14 % des salariés prennent deux semaines consécutives. (*Corrine Lesnes, Le Monde, 25 août*).

Europe

Russie : Poutinisation. Les Russes manifestent peu d'intérêt pour la politique, un domaine perçu comme dangereux, et encore moins pour les grandes idées, dont ils se sont aisément détournés au moment de la transition des années 1980. Politique, ici, rime avec cynisme, tandis que démocratie est devenu un gros mot. Vous n'entendrez jamais personne parler politique à voix haute dans un lieu public en Russie. En vingt ans, aucune démocratie n'a émergé. N'importe quel investisseur peut venir acheter la police, la préfecture, les fonctionnaires municipaux. Tout s'achète. (*Le Monde, 21-22 août*).

Grèce. Dépénalisation de l'usage de stupéfiants. La Grèce était considérée comme un des pays européens les plus répressifs en matière de consommation de drogue. Près de la moitié des 11 000 détenus grecs sont en prison à cause de la drogue. La Grèce a décidé de tourner le dos à cette logique, comme l'a fait le Portugal en 2001. Des estimations officielles montrent que la réhabilitation coûterait dix fois moins cher que la prison. « Les drogués, spécialement s'ils sont dépendants aux drogues dures, ont besoin d'aide, de protection. Nous ne devrions pas criminaliser l'usage. Nous voulons les aider et nous attaquer aux trafiquants », a déclaré Georges Papandréou. (*Le Monde*, 31 août).

Espagne : Miracle ? Sorti indemne d'un accident, un routier espagnol en avait fait le serment : il irait à pied rendre grâce à la vierge des Miracles de l'église de Caión, en Galice. Lors de son pèlerinage sur la côte de la Mort, l'homme et deux de ses parentes ont été fauchés par une voiture. Ils n'ont pas survécu. (*El Pais*, Madrid- *Courrier international* du 8 septembre).

France

Le coup de la dette. En nous assommant avec des chiffres vertigineux, le gouvernement essaie de nous refaire le coup des retraites pour justifier des politiques d'austérité dans tous les domaines, ont expliqué les dirigeants du Front de gauche lors du meeting de clôture du remue-méninges à Grenoble le 28 août. Jean-Luc Mélanchoin a ainsi répété que rapporter le montant de la dette aux seules richesses produites en une année n'avait aucun sens puisque la durée moyenne des titres de la dette est de 7 ans et 31 jours. Recalculé sur cette période, le montant total de la dette tombe, selon lui, à 12 % des richesses produites. « Qui ne rêverait pas d'être endetté à hauteur de 12 % de ses revenus ? » (*Politis*, 1er septembre).

Oligarchie financière. La séparation des pouvoirs est institutionnelle, mais reste en grande partie théorique. Dans la pratique, la classe dominante cumule toutes les formes de pouvoir. Ses membres, au cœur de l'Etat, des grandes entreprises, des banques, de l'armée, des arts et des lettres, entretiennent des relations assez proches pour que chacun, dans sa sphère d'influence, puisse décider dans le sens des intérêts de la classe (...).

Les faveurs fiscales de la loi TEPA de 2007, avec une baisse sans précédent de la fiscalité sur les successions et les donations, profitent aux plus aisés [*et ne sont pas sans rapport avec la dette évoquée ci-dessus..., note JPAJ*](...).

Le petit monde des grandes fortunes a toujours été celui des collectionneurs. Ce goût pour l'art et le rôle de mécène ont permis de rendre légitimes des fortunes colossales, sans commune mesure avec le travail dont elles étaient censées être le fruit. La culture donne aux grandes richesses le label d'utilité publique chargé de rendre supportable l'accumulation de l'argent à un seul pôle de la société en transformant l'arbitraire de l'héritage en mérite (...).

Malgré la mondialisation, l'oligarchie continue à coopter des dynasties. Les familles de l'aristocratie de l'argent gèrent leurs dynasties dans une forme de collectivisme pratique qui met ensemble les ressources de chacun pour décupler une force commune qui permet de maintenir et de développer un libéralisme économique toujours plus déréglementé. [*Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, Le Monde*, 18 juin].

[*Illustration : la famille Wildenstein détient un important patrimoine composé d'œuvres d'art de grande valeur, avec des tableaux de Picasso, Bonnard, Van Gogh. Des trusts ont été créés dans des paradis fiscaux. Guy Wildenstein est un ami de Nicolas Sarkozy, l'un des fondateurs de l'UMP et l'un des généreux donateurs. Il est le représentant UMP de la circonscription de Washington au sein de l'assemblée des Français de l'étranger. Il a été décoré de la Légion d'honneur en 2009 par Nicolas Sarkozy. Il vient d'être mis en examen pour « recel d'abus de confiance ». On a notamment retrouvé chez lui une huile de Berthe Morisot, qui avait disparu depuis près de 20 ans ; la dernière propriétaire connue avait porté plainte pour « recel de vol ».*(*Le Monde*, 8 juillet)]

Suppression des cours d'histoire et de géographie pour les élèves de terminale S (qui constituent la moitié des effectifs des sections générales). Jean-François Sirinelli, directeur du centre d'histoire de Sciences-Po et de la *Revue historique*, proteste : « 17 ou 18 ans, c'est une période cruciale de maturation intellectuelle. (...) **Nous fabriquons aujourd'hui des gens qui n'ont plus de substrat historique.** Or, l'amnésie est une maladie grave, et une société qui en est frappée, qui n'a plus de point de repère, est une société malade et vulnérable. Elle devient sujette à toutes les émotions dans le mauvais sens du terme, à toutes les fièvres ».

Dans le même article, Jean-François Sirinelli dénonce le mode d'évaluation des enseignants et des chercheurs : « la frénésie du « ranking », c'est-à-dire du classement international des universités, déteint sur les pratiques, qui, sous couvert d'évaluation, perturbent gravement la recherche et déstabilisent l'écosystème universitaire(...) ». Ainsi, un grand livre comme *Montaillou, village occitan*, d'Emmanuel LeRoy Ladurie ou *Le Dimanche de Bouvines*, de Georges Duby, ne vaudrait aujourd'hui pas plus qu'un article de revue. Les évaluations, qui se veulent une radioscopie de la production historique, favorisent le travail à court terme plutôt que de longue haleine. Alors, pourquoi s'immerger dans un long travail si d'autres critères l'emportent ? » (*Télérama*, 31 août).

Faire ses conserves maison

Ravir en hiver ses papilles des goûts et plaisirs du printemps, de l'été et de l'automne en se lançant dans la conserve maison des fruits et légumes. La stérilisation pratiquée sur des fruits et des légumes très frais permet de conserver les qualités gustatives et les vitamines. Notamment pour les compotes, où les fruits peuvent être utilisés avec leur peau, surtout s'ils sont bios. Consommer ses conserves représente un plaisir qui n'a pas de prix, car le goût est sans équivalent avec ce qu'on peut trouver dans le commerce. Ces fruits sont parfaits pour des salades de fruits hivernales et pour parfumer des yaourts nature, alors que les yaourts « avec fruits » du commerce n'en contiennent que de 4 à 8 %. Comment ? maintenir une température de 100° dans un grand récipient pendant 20 à 75 minutes, selon les fruits ou les légumes concernés ; cela n'exige qu'un peu de gaz pour une durée de conservation d'au moins un an. (*Marie-Claude*

Courrier des lecteurs

NJ : Comme d'habitude, un régal de vous lire... Une lecture que je partage avec le plus grand nombre.. merci pour cette écriture citoyenne qui se fait de plus en plus rare de nos jours.

AFB : Tu as raison d'envoyer tes articles : si on ne lit pas le journal quotidien, ce qui est mon cas, tes articles sont à la fois courts et très importants. *Merci*
Nous savons tous qu'il a des politiques effrayants, que ce soit avant ou après leur élection. D'autres politiques sont simplement minables.

DC : comme d'hab', j'ai lu avec intérêt cette livraison de CMM, mais j'y ai relevé une erreur : dans le dernier papier relatif à la vidéo surveillance, il y a une double négation : "qui n'est **pas** relié à **aucun** système..."
Concernant ce sujet, tu aurais pu citer le dernier livre de M. Rigouste, une enquête très documentée sur le business de la sécurité, dominé en France par les entreprises d'A. Bauer.

JCM : Comme époque "formidable" on peut rêver mieux. Comme beaucoup je me préparais à déposer dans l'urne mon bulletin DSK "avec une pince à linge sur le nez", comme en 2002 pour sortir le FN, cette fois pour sortir notre "Petit Bouchanou".

Quand on voit ce qui se passe en Grèce et en Espagne, on peut se demander si nos élites européennes "de gauche" ne sont pas corrompues par construction comme les élites africaines. Un soupçon qui vient immédiatement à l'esprit est celui-ci : est-ce que ces candidats aux élections ce ne sont pas des acteurs de cinéma, payés pour brandir des slogans de gauche ou de droite, comme dans un western des figurants sont payés pour porter des chapeaux à plumes et d'autres des chapeaux de cow-boy, tout en cotisant au même syndicat ? Les scénaristes restant discrètement cachés, comme les vrais maîtres du Monde que sont les dirigeants des grandes multinationales. Pourquoi l'Europe ne réagit-elle pas unanimement comme l'a fait l'Islande : C'est trop simple ?

Il ne faut pas croire les sondages qui, premièrement ne sont pas une science exacte, deuxièmement ont trop d'impact, et troisièmement sont trop faciles à manipuler. C'est une bonne tactique de se présenter battu dans les sondages. Les italiens ont mis 20 ans à se fatiguer de Bunga-Bunga, et ce n'est pas encore terminé car, comme dans tout bon feuilleton, il rebondit toujours de manière inattendue. Il ne faut pas sous-estimer l'impact du discours "en rupture" (moi je bouge) et de l'image "anti-establishment" (je ne lis pas les classiques et j'en suis fier) que conserve notre petit Bouchanou dans les milieux populaires. Si c'était une course de chevaux je jouerais pour l'heure le tiercé suivant dans l'ordre : Abstention hors jeu, Marine portée en triomphe, notre Petit Bouchanou frétilant mais battu sur le poteau, éléphant(e) arrivant à reculons du fond de l'horizon (car c'est bien fatigant de porter des valeurs auxquelles on ne croit pas soi-même).

Attention c'est un peu simplificateur de dire que la Turquie est un état laïque. Certes, ce n'est pas l'Iran ou Israël, mais leur constitution commence tout de même par ces mots : "Grâce à Dieu nous sommes turcs..." (fatalité qui peut se lire en négatif : Grâce au Même, les autres ne le sont pas...).

FC : Ne sois pas trop pessimiste, le parlement suisse vient de voter contre le nucléaire, les Italiens refusent le nucléaire, l'Allemagne c'est le gouvernement qui n'en veut plus.
A quand la France, c'est pour bientôt j'espère.

JB : D'accord j'ai tout lu mais c'est assez démobilisant. Car que faire? comment faire pour sortir de là? que proposons nous de pratique ?

NT : Je parle beaucoup de relocalisation dans mon livre : « Ma retraite à 29 ans ». Auteur Nicolas TRÜB, Ed Michalon.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.